# Ils gouvernent, ils votent les lois. *Et devant la justice ?*

Présidents, Premiers ministres, ministres, parlementaires : 50 affaires, tous camps confondus. Pour chacune, ce qui est reproché, où en est la justice, et la source.

Condamnés, c'est définitif 25
Condamnés, recours possible ou en cours 7
Jugés ou mis en examen : la justice n'a pas fini 6
Enquêtes ouvertes 7
Relaxés, non-lieu, prescription 5

Notre règle : une affaire n'entre dans ce dossier que si une décision de justice, une procédure officielle ou un rapport public en atteste. Tant qu'une condamnation n'est pas définitive, la personne est présumée innocente. Quand quelqu'un est relaxé, on le dit aussi. État au 2 novembre 2026. Une erreur, une décision plus récente ? Écrivez à contact@partirealiste.fr, on corrige. partirealiste.fr/scandales



## Condamnés, c'est définitif

Plus aucun recours possible. Ce n'est plus une accusation, c'est un fait jugé.

UMP / LR · ÉCOUTES « BISMUTH »

### Nicolas Sarkozy

Président de la République (2007-2012)

A tenté d'obtenir d'un haut magistrat des informations couvertes par le secret sur une procédure le concernant, en échange d'un coup de pouce pour un poste à Monaco.

> **Corruption et trafic d'influence : trois ans de prison dont un ferme, purgé sous bracelet électronique en 2025. Premier ancien président condamné à de la prison ferme.**

SOURCE : COUR DE CASSATION, 18 DÉCEMBRE 2024

UMP / LR · BYGMALION

## Nicolas Sarkozy

Président de la République (2007-2012)

Dépenses de la campagne présidentielle de 2012 bien au-delà du plafond légal, masquées par un système de fausses factures.

> **Financement illégal de campagne : un an de prison dont six mois ferme.**

SOURCE : COUR DE CASSATION, 26 NOVEMBRE 2025

---

UMP / LR · EMPLOIS FICTIFS DE PENELOPE FILLON

## François Fillon

Premier ministre (2007-2012)

Son épouse a été rémunérée pendant des années comme assistante parlementaire sans travail réel correspondant.

> **Détournement de fonds publics : quatre ans de prison avec sursis, 375 000 € d'amende, cinq ans d'inéligibilité. Penelope Fillon condamnée pour complicité et recel. Peine définitive après son désistement en cassation (février 2026).**

SOURCE : COUR D'APPEL DE PARIS, 17 JUIN 2025 ; COUR DE CASSATION, 24 AVRIL 2024 (CULPABILITÉ)

---

UDI / MODEM · SA FEMME ET SA FILLE PAYÉES PAR LE SÉNAT

## Michel Mercier

Garde des Sceaux (2010-2012), sénateur

Son épouse (2005-2009) et sa fille (2012-2014) ont été rémunérées comme assistantes parlementaires au Sénat sans travail réel.

> **Détournement de fonds publics : trois ans de prison avec sursis. Sa femme et sa fille condamnées pour complicité et recel. Personne n'a fait appel. Il a dû rembourser 234 236 € au Sénat.**

SOURCE : TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE PARIS, 26 JANVIER 2023

PS PUIS DIVERS GAUCHE · LE TERRAIN POUR L'ENTREPRISE DE SON FRÈRE

## Jean-Noël Guérini

Sénateur, président du conseil général des Bouches-du-Rhône

A fait voter par le département une opération foncière destinée à servir l'entreprise de traitement des déchets de son frère Alexandre.

> **Prise illégale d'intérêts : prison ferme et inéligibilité. Il a démissionné du Sénat après la décision définitive.**

SOURCE : COUR DE CASSATION, 13 MARS 2024

---

PS · LES MARCHÉS ET L'EMPLOYEUR DE SA FEMME

## Jean-Paul Huchon

Président de la région Île-de-France (1998-2015)

A poussé la région à passer des marchés de communication avec des sociétés qui employaient son épouse (contrats de 2002-2003).

> **Prise illégale d'intérêts : six mois de prison avec sursis, 60 000 € d'amende et un an d'inéligibilité. Condamné à nouveau en première instance en juin 2024 dans une autre affaire de prise illégale d'intérêts (huit mois avec sursis). Décédé en octobre 2026.**

SOURCE : JUSTICE PÉNALE, 2008 ; TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE PARIS, 26 JUIN 2024

---

UMP / LR · LE « FRIGO DE FALCO »

## Hubert Falco

Secrétaire d'État (2004-2010), maire de Toulon

A fait préparer gratuitement des repas pour lui et son épouse par les cuisines du département, alors qu'il n'en était plus président : au moins 64 500 € pour le contribuable entre 2015 et 2018.

> **Recel de détournement de fonds publics : 18 mois avec sursis, 30 000 € d'amende et cinq ans d'inéligibilité. Il a perdu tous ses mandats.**

SOURCE : COUR D'APPEL D'AIX-EN-PROVENCE, 14 MAI 2024 ; COUR DE CASSATION, 28 MAI 2025

PS · LE COMPTE CACHÉ

## Jérôme Cahuzac

Ministre délégué au Budget (2012-2013)

Le ministre chargé de la lutte contre la fraude fiscale détenait un compte non déclaré à l'étranger, et a menti devant l'Assemblée nationale.

> **Fraude fiscale et blanchiment : quatre ans de prison dont deux ferme.**

SOURCE : COUR D'APPEL DE PARIS, 15 MAI 2018

---

PS · LA « PHOBIE ADMINISTRATIVE »

## Thomas Thévenoud

Secrétaire d'État au Commerce extérieur (9 jours, 2014)

Nommé au gouvernement alors qu'il ne déclarait ni ne payait ses impôts depuis plusieurs années. Il a invoqué une « phobie administrative ».

> **Fraude fiscale : un an de prison avec sursis et trois ans d'inéligibilité, comme son épouse. Pourvoi rejeté.**

SOURCE : COUR D'APPEL DE PARIS, 31 JANVIER 2018 ; COUR DE CASSATION

---

EX-LR, GOUVERNEMENT BORNE · PATRIMOINE SOUS-ÉVALUÉ

## Caroline Cayeux

Ministre déléguée aux Collectivités territoriales (2022)

La Haute Autorité pour la transparence a constaté une sous-évaluation de son patrimoine. Elle a démissionné en novembre 2022.

> **A reconnu une fraude fiscale (dont à l'impôt sur la fortune) portant sur 11,7 millions d'euros de patrimoine sous-déclaré : dix mois de prison avec sursis, en plaider-coupable.**

SOURCE : TRIBUNAL JUDICIAIRE, 1ER AVRIL 2026 (COMPARUTION SUR RECONNAISSANCE PRÉALABLE DE CULPABILITÉ)

PS · DÉCLARATIONS DE PATRIMOINE ET D'INTÉRÊTS

## Yamina Benguigui

Ministre déléguée à la Francophonie (2012-2014)

A omis des participations dans une société belge dans ses déclarations à la Haute Autorité pour la transparence.

> **Deux mois de prison avec sursis, 5 000 € d'amende et un an d'inéligibilité. Première condamnation sous la loi transparence de 2013.**

SOURCE : COUR D'APPEL DE PARIS, 27 SEPTEMBRE 2016 ; COUR DE CASSATION, NOVEMBRE 2017

---

HORIZONS · LES CADEAUX DU LABORATOIRE URGO

## Agnès Firmin Le Bodo

Ministre de la Santé (décembre 2023-janvier 2024)

Pharmacienne, elle a reçu du laboratoire Urgo des cadeaux (montres, vins, champagne) estimés à environ 20 000 € entre 2015 et 2020, sans les déclarer. Une enquête était ouverte quand elle a été nommée ministre de la Santé.

> **8 000 € d'amende dont 4 000 avec sursis, en plaider-coupable.**

SOURCE : TRIBUNAL JUDICIAIRE DU HAVRE, 14 OCTOBRE 2024

---

PS · FUITE VERS UN DÉPUTÉ VISÉ PAR UNE ENQUÊTE

## Jean-Jacques Urvoas

Garde des Sceaux (2016-2017)

Ministre de la Justice, a transmis au député Thierry Solère, par messagerie cryptée, une note confidentielle sur l'enquête qui le visait.

> **Violation du secret professionnel : un mois de prison avec sursis et 5 000 € d'amende. Premier ministre de la Justice condamné par la CJR.**

SOURCE : COUR DE JUSTICE DE LA RÉPUBLIQUE, 30 SEPTEMBRE 2019

RPR · EMPLOIS FICTIFS DE LA VILLE DE PARIS

## Jacques Chirac

Président de la République (1995-2007)

Des collaborateurs payés par la mairie de Paris travaillaient en réalité pour son parti, quand il était maire.

> **Détournement de fonds publics et abus de confiance : deux ans de prison avec sursis. Premier ancien chef de l'État condamné.**

SOURCE : TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE PARIS, 15 DÉCEMBRE 2011

RPR · EMPLOIS FICTIFS DU RPR

## Alain Juppé

Premier ministre (1995-1997)

Permanents du RPR rémunérés par la Ville de Paris, quand il en était l'adjoint aux finances.

> **Prise illégale d'intérêts : quatorze mois de prison avec sursis et un an d'inéligibilité.**

SOURCE : COUR D'APPEL DE VERSAILLES, 1ER DÉCEMBRE 2004

UMP · LES PRIMES EN LIQUIDE

## Claude Guéant

Ministre de l'Intérieur (2011-2012)

Quand il dirigeait le cabinet du ministre de l'Intérieur, des fonds destinés aux enquêteurs ont servi à verser des primes en espèces à des membres du cabinet.

> **Complicité de détournement de fonds publics : deux ans de prison dont un ferme.**

SOURCE : COUR D'APPEL DE PARIS, 23 JANVIER 2017

RPR / UMP · FRAUDE FISCALE ET BLANCHIMENT

## Patrick et Isabelle Balkany

Député et maire de Levallois-Perret ; première adjointe

Le couple a dissimulé au fisc pendant des années un patrimoine caché (villas à Saint-Martin et Marrakech).

> **Condamnés pour fraude fiscale et blanchiment ; Patrick Balkany a été incarcéré dès 2019.**

SOURCE : TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE PARIS, 13 SEPTEMBRE 2019 ; COUR D'APPEL DE PARIS, 2020

---

RPR / UMP · EMPLOIS FICTIFS EN POLYNÉSIE

## Gaston Flosse

Secrétaire d'État (1986-1988), président de la Polynésie française, sénateur

Un vaste système d'emplois fictifs payés par la collectivité de Polynésie au profit de son parti.

> **Condamné définitivement, il a perdu tous ses mandats en septembre 2014 (trois ans d'inéligibilité). Condamné aussi pour détournement de biens publics dans une autre affaire.**

SOURCE : JUSTICE PÉNALE, 2014 ; COUR DE CASSATION, 10 DÉCEMBRE 2020 (AUTRE AFFAIRE)

---

RPR · SOFREMI ET AUTRES DOSSIERS

## Charles Pasqua

Ministre de l'Intérieur (1986-1988, 1993-1995)

Détournements de fonds liés à une société de vente de matériel de sécurité sous tutelle de son ministère.

> **Complicité d'abus de biens sociaux : un an de prison avec sursis.**

SOURCE : COUR DE JUSTICE DE LA RÉPUBLIQUE, 30 AVRIL 2010

UDF · KARACHI

## François Léotard

Ministre de la Défense (1993-1995)

Commissions occultes sur des contrats d'armement, dont une partie revenait financer la campagne présidentielle d'Édouard Balladur en 1995.

> **Complicité d'abus de biens sociaux : deux ans de prison avec sursis et 100 000 € d'amende.**

SOURCE : COUR DE JUSTICE DE LA RÉPUBLIQUE, 4 MARS 2021

---

UMP · ARBITRAGE TAPIE

## Christine Lagarde

Ministre de l'Économie (2007-2011)

N'a pas contesté un arbitrage qui avait accordé 403 millions d'euros d'argent public à Bernard Tapie, arbitrage annulé depuis pour fraude.

> **Reconnue coupable de négligence, mais dispensée de peine.**

SOURCE : COUR DE JUSTICE DE LA RÉPUBLIQUE, 19 DÉCEMBRE 2016

---

PS · SANG CONTAMINÉ

## Edmond Hervé

Secrétaire d'État à la Santé (1983-1986)

Retard dans le dépistage du sida chez les donneurs de sang, pendant que des produits contaminés continuaient à être transfusés.

> **Reconnu coupable de manquement à une obligation de sécurité, dispensé de peine. Laurent Fabius et Georgina Dufoix ont été relaxés.**

SOURCE : COUR DE JUSTICE DE LA RÉPUBLIQUE, 9 MARS 1999

LFI · PERQUISITION AU SIÈGE DE LFI

## Jean-Luc Mélenchon

Député, président du groupe LFI

S'est opposé physiquement à une perquisition ordonnée par la justice, en octobre 2018.

> **Rébellion et provocation : trois mois de prison avec sursis et 8 000 € d'amende. Pas d'appel.**

SOURCE : TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE BOBIGNY, 9 DÉCEMBRE 2019

---

UMP · VIOLS EN RÉUNION

## Georges Tron

Secrétaire d'État à la Fonction publique (2010-2011)

Accusé par deux anciennes employées de la mairie de Draveil.

> **Condamné pour viol et agressions sexuelles en réunion : cinq ans de prison dont trois ferme.**

SOURCE : COUR D'ASSISES D'APPEL DE PARIS, 17 FÉVRIER 2021

---

LFI · VIOLENCES CONJUGALES

## Adrien Quatennens

Député, coordinateur de LFI

Violences sur son épouse.

> **Quatre mois de prison avec sursis, après avoir reconnu les faits (plaider-coupable).**

SOURCE : TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE LILLE, 13 DÉCEMBRE 2022

# Condamnés, recours possible ou en cours

Reconnus coupables par un tribunal ou une cour, mais la décision peut encore être contestée, ou nous n'avons pas pu confirmer qu'elle est définitive. Présumés innocents tant qu'elle ne l'est pas.

RN · ASSISTANTS PARLEMENTAIRES EUROPÉENS DU FN

## Marine Le Pen

Députée, ancienne présidente du FN / RN

Des assistants payés par le Parlement européen travaillaient en réalité pour le parti. Le RN est condamné comme personne morale.

> **Détournement de fonds publics. En appel : trois ans de prison dont un ferme, 45 mois d'inéligibilité dont 30 avec sursis. Pourvoi en cassation ; la Cour de cassation statuera au plus tard début avril 2027. Présumée innocente jusque-là.**

SOURCE : TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE PARIS, 31 MARS 2025 ; COUR D'APPEL DE PARIS, 7 JUILLET 2026

RENAISSANCE · LE RECRUTEMENT DE SON FILS

## Karl Olive

Député, ancien maire de Poissy

A participé, comme maire, au recrutement de son fils par un montage qui contournait les règles de nomination.

> **Prise illégale d'intérêts : huit mois de prison avec sursis, sans inéligibilité. Il a fait appel. Présumé innocent.**

SOURCE : TRIBUNAL JUDICIAIRE DE VERSAILLES, 18 NOVEMBRE 2024

RENAISSANCE (EX-PS) · MARCHÉ DE L'EAU D'ANNONAY

## Olivier Dussopt

Ministre du Travail (2020-2024)

Quand il était maire d'Annonay, a favorisé une entreprise dans l'attribution d'un marché public de l'eau.

> **Relaxé en première instance, reconnu coupable de favoritisme en appel.**

SOURCE : TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE PARIS, 17 JANVIER 2024 ; COUR D'APPEL DE PARIS, 7 FÉVRIER 2025

---

GOUVERNEMENT CASTEX · DÉCLARATION DE PATRIMOINE INCOMPLÈTE

## Alain Griset

Ministre délégué aux PME (2020-2021)

N'a pas déclaré un plan d'épargne en actions à la Haute Autorité pour la transparence. Il a démissionné du gouvernement.

> **Quatre mois de prison avec sursis en appel.**

SOURCE : TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE PARIS, 8 DÉCEMBRE 2021 ; COUR D'APPEL DE PARIS, JANVIER 2023

---

GOUVERNEMENT PHILIPPE · MANDATS NON DÉCLARÉS

## Jean-Paul Delevoye

Haut-commissaire aux retraites (2017-2019), ancien ministre

Chargé de la réforme des retraites, il n'avait pas déclaré plusieurs mandats, dont un dans un institut lié au secteur de l'assurance. Il a démissionné.

> **Quatre mois de prison avec sursis et 15 000 € d'amende.**

SOURCE : TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE PARIS, 2 DÉCEMBRE 2021

---

LREM · FRAIS DE MANDAT

## Anne-Christine Lang

Députée (2017-2022)

Utilisation de son avance de frais de mandat pour des dépenses personnelles.

> **Détournement de fonds publics : 60 000 € d'amende et trois ans d'inéligibilité.**

SOURCE : TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE PARIS, 9 MAI 2023

MODEM (EX-PS) · ABUS DE BIENS SOCIAUX

## François Pupponi

Député, ancien maire de Sarcelles

Poursuivi pour des faits commis en marge de ses fonctions locales à Sarcelles.

> Abus de biens sociaux, faux et usage de faux : 5 000 € d'amende. Il a fait appel.

SOURCE : TRIBUNAL CORRECTIONNEL, JANVIER 2022

# Jugés ou mis en examen : la justice n'a pas fini

Procès en cours, décision attendue, ou mise en examen. Présumés innocents.

UMP / LR · FINANCEMENT LIBYEN

## Nicolas Sarkozy

Président de la République (2007-2012)

Soupçon d'un financement de la campagne de 2007 par le régime de Kadhafi.

> **Condamné en première instance à cinq ans de prison pour association de malfaiteurs, incarcéré à la Santé du 21 octobre au 10 novembre 2025. En appel, le parquet a requis sept ans. Arrêt attendu le 30 novembre 2026. Présumé innocent.**

SOURCE : TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE PARIS, 25 SEPTEMBRE 2025 ; COUR D'APPEL DE PARIS, RÉQUISITIONS DU 13 MAI 2026

LR · RENAULT-NISSAN / CARLOS GHOSN

## Rachida Dati

Ministre de la Culture (nommée en 2024), ancienne garde des Sceaux

900 000 € d'honoraires versés par une filiale de Renault-Nissan entre 2010 et 2012, alors qu'elle était députée européenne. Elle affirme avoir travaillé comme avocate.

> **Jugée pour corruption et trafic d'influence passifs du 16 au 28 septembre 2026. Le parquet national financier a requis quatre ans de prison dont deux ferme et cinq ans d'inéligibilité. Jugement attendu. Présumée innocente.**

SOURCE : TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE PARIS, AUDIENCES DE SEPTEMBRE 2026

MODEM · ASSISTANTS PARLEMENTAIRES EUROPÉENS DU MODEM

## François Bayrou

Premier ministre (2024-2025)

Des assistants payés par le Parlement européen auraient travaillé pour le parti. Le MoDem et cinq anciens eurodéputés ont été condamnés en première instance.

> **Relaxé en première instance. Le parquet a fait appel et requis deux ans avec sursis et trois ans d'inéligibilité avec sursis. Arrêt attendu le 17 décembre 2026. Présumé innocent.**

SOURCE : TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE PARIS, 5 FÉVRIER 2024 ; COUR D'APPEL DE PARIS, RÉQUISITIONS DU 28 SEPTEMBRE 2026

---

ENTOURAGE D'EMMANUEL MACRON · MSC, L'ARMATEUR DE SA FAMILLE

## Alexis Kohler

Secrétaire général de l'Élysée (2017-2025)

A participé, comme haut fonctionnaire, à des décisions concernant l'armateur MSC, dirigé par des membres de sa famille.

> **Mis en examen pour prise illégale d'intérêts depuis 2022. Le parquet national financier a requis un non-lieu ; l'association Anticor demande un procès. Les juges d'instruction doivent trancher. Présumé innocent.**

SOURCE : INFORMATION JUDICIAIRE, PARIS ; RÉQUISITIONS DU PNF (AFP)

---

LR PUIS LREM · FRAUDE FISCALE, CONTRATS PUBLICS, FAUX PRÊTS

## Thierry Solère

Député, conseiller politique d'Emmanuel Macron

Soupçonné d'avoir fraudé le fisc, d'avoir usé de sa position d'élu pour favoriser des sociétés qu'il conseillait, et d'avoir bénéficié de « faux prêts » d'un promoteur pour acheter des appartements. Il clame son innocence.

> **Mis en examen en octobre 2019 (fraude fiscale, détournement de fonds publics, trafic d'influence passif…), nouvelles infractions retenues en 2022. Présumé innocent.**

SOURCE : PARQUET DE NANTERRE, 11 OCTOBRE 2019

LR PUIS MAJORITÉ PRÉSIDENTIELLE · ACCUSATIONS DE TENTATIVE DE VIOL

## Damien Abad

Ministre des Solidarités (mai-juillet 2022)

Plusieurs femmes l'accusent. Il dément formellement.

> **Mis en examen pour tentative de viol en mai 2024, dans une information judiciaire ouverte en 2023. Présumé innocent.**

SOURCE : PARQUET DE PARIS, 16 MAI 2024

# Enquêtes ouvertes

Une enquête officielle existe. Personne n'est condamné ni même poursuivi à ce stade. On le dit parce que c'est public, pas parce que c'est prouvé.

LR · BIJOUX NON DÉCLARÉS

## Rachida Dati

Ministre de la Culture

Selon Libération, 19 bijoux d'une valeur d'environ 420 000 € absents de ses déclarations de patrimoine. Ses avocats affirment qu'elle est en règle.

> **Enquête préliminaire du parquet de Paris, ouverte en septembre 2025 en lien avec la Haute Autorité pour la transparence.**

SOURCE : PARQUET DE PARIS ET HATVP, SEPTEMBRE 2025

LR · LE POSTE DANS LA VILLE DE SA SŒUR

## Philippe Tabarot

Ministre des Transports (2024-2025)

Sur signalement de la Haute Autorité pour la transparence : postes rémunérés (environ 6 900 € par mois) dans un groupement public et à la communication de la commune du Cannet, ville longtemps dirigée par sa sœur Michèle Tabarot. Il dit n'avoir « rien à se reprocher ».

> **Enquête préliminaire du parquet national financier pour détournement de fonds publics et prise illégale d'intérêts ; perquisitions en novembre 2022.**

SOURCE : PARQUET NATIONAL FINANCIER, SUR SIGNALEMENT DE LA HATVP DU 29 JUILLET 2021

HORIZONS · GESTION DE LA VILLE DU HAVRE

## Édouard Philippe

Premier ministre (2017-2020), maire du Havre

Enquête du parquet national financier ouverte en 2024 sur des soupçons de détournement de fonds publics et de prise illégale d'intérêts.

> **Entendu par des juges d'instruction fin octobre 2026 et placé sous le statut de témoin assisté, pas mis en examen. Il conteste.**

SOURCE : PARQUET NATIONAL FINANCIER ; PRESSE, 30 OCTOBRE 2026

RN · FONDS DU PARLEMENT EUROPÉEN

## Jordan Bardella et l'ex-groupe ID

Président du RN, député européen

Deux enquêtes du parquet européen : l'une sur 4,3 millions d'euros qui auraient été indûment dépensés par l'ancien groupe Identité et démocratie (perquisitions le 30 juin 2026), l'autre sur une formation aux médias de 133 300 € payée par le Parlement européen.

> **Enquêtes en cours, aucune poursuite à ce stade. Jordan Bardella dénonce une « dénonciation calomnieuse ».**

SOURCE : PARQUET EUROPÉEN (EPPO), 2025 ET MAI 2026

RENAISSANCE · DÉPARTEMENT DE L'EURE ET CONTRATS DES ARMÉES

## Sébastien Lecornu

Ministre des Armées (2022-2025), nommé Premier ministre en septembre 2025

Deux enquêtes du parquet national financier : prise illégale d'intérêts quand il présidait le département de l'Eure (ouverte en 2019), favoritisme sur deux contrats d'exposition au ministère des Armées (ouverte en 2023).

> **Enquêtes préliminaires. Il conteste toute infraction.**

SOURCE : PARQUET NATIONAL FINANCIER, 2019 ET 2023

EN MARCHE / RENAISSANCE · CABINETS DE CONSEIL (MCKINSEY)

## Campagnes d'Emmanuel Macron

Président de la République

Après le rapport du Sénat sur les cabinets de conseil, deux informations judiciaires : comptes de campagne de 2017 et 2022, et favoritisme.

> **Instruction en cours. Le président en exercice ne peut pas être poursuivi pendant son mandat (article 67 de la Constitution).**

SOURCE : PARQUET NATIONAL FINANCIER, OCTOBRE 2022

---

LFI · ASSISTANTS EUROPÉENS ET COMPTES DE CAMPAGNE 2017

## Jean-Luc Mélenchon et LFI

Député européen (2009-2017), candidat à la présidentielle

Soupçons d'emploi d'assistants européens pour le mouvement, et de surfacturation dans la campagne de 2017, signalée par la commission des comptes de campagne.

> **Dossiers confiés à des juges d'instruction. Jean-Luc Mélenchon conteste et dénonce une procédure politique.**

SOURCE : PARQUET DE PARIS, 2017-2018

# Relaxés, non-lieu, prescription

Ils ont été poursuivis ou visés, et la justice les a mis hors de cause, ou n'a pas pu juger. On le dit aussi : c'est ça, montrer.

RENAISSANCE · MUTUELLES DE BRETAGNE ET SA COMPAGNE

## Richard Ferrand

Ministre (2017), président de l'Assemblée nationale (2018-2022)

Les Mutuelles de Bretagne, qu'il dirigeait, ont loué des locaux appartenant à une société de sa compagne, qui en a tiré une plus-value. Mis en examen pour prise illégale d'intérêts.

> **Jamais jugé : les faits ont été déclarés prescrits.**

SOURCE : COUR D'APPEL DE DOUAI, 31 MARS 2021 ; COUR DE CASSATION, OCTOBRE 2022

UMP / LR PUIS RENAISSANCE · BETTENCOURT, L'EMPLOI DE SA FEMME, L'HIPPODROME DE COMPIÈGNE

## Éric Woerth

Ministre du Budget (2007-2010), trésorier de l'UMP

Soupçonné d'avoir obtenu l'embauche de son épouse chez le gestionnaire de fortune de Liliane Bettencourt en échange d'une Légion d'honneur, et d'avoir bradé l'hippodrome de Compiègne.

> **Relaxé dans les deux volets de l'affaire Bettencourt, preuve jugée insuffisante. Non-lieu dans l'affaire de l'hippodrome.**

SOURCE : TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE BORDEAUX, MAI 2015 ; COUR DE JUSTICE DE LA RÉPUBLIQUE, 2014

GOUVERNEMENT MACRON · CONFLITS D'INTÉRÊTS

## Éric Dupond-Moretti

Garde des Sceaux (2020-2024)

Poursuivi pour avoir lancé, comme ministre, des enquêtes administratives contre des magistrats avec qui il avait eu des différends comme avocat.

> **Relaxé : premier ministre en exercice jugé par la CJR, et relaxé.**

SOURCE : COUR DE JUSTICE DE LA RÉPUBLIQUE, 29 NOVEMBRE 2023

RPR · KARACHI

## Édouard Balladur

Premier ministre (1993-1995)

Poursuivi pour le financement de sa campagne de 1995 par des commissions sur des contrats d'armement.

> **Relaxé, alors que son ministre de la Défense a été condamné.**

SOURCE : COUR DE JUSTICE DE LA RÉPUBLIQUE, 4 MARS 2021

---

RENAISSANCE · PLAINTE POUR VIOL

## Gérald Darmanin

Ministre de l'Intérieur (2020-2024), puis garde des Sceaux

Une femme l'accusait de viol, de harcèlement sexuel et d'abus de confiance.

> **Non-lieu.**

SOURCE : JUGES D'INSTRUCTION DE PARIS, JUILLET 2022